

AVENANT N° 99
A LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE TRAVAIL
DU 20 FÉVRIER 1979

réglant les rapports entre les Avocats et leur personnel

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le Centre National des Avocats Employeurs (C.N.A.E.)
représenté par *V. LESEUNE*

La Chambre Nationale des Avocats en Droit des Affaires (C.N.A.D.A.)
représentée par *M. DELOACHE*

La Délégation Patronale de la Fédération Nationale des Unions des Jeunes Avocats
(F.N.U.J.A.)
représentée par *A. BERTHET*

L'Union Professionnelle des Sociétés d'Avocats (U.P.S.A.)
représentée par *D. BEAUVIEU*

Le Syndicat des Employeurs des Avocats Conseils d'Entreprises (S.E.A.C.E.)
représenté par

Le Syndicat Avenir des Barreaux de France Patronal (A.B.F.P.)
représenté par *DEUS SAIN - URPAR*

Le Syndicat des Avocats de France (S.A.F.E.)
représenté par *F. LEPANY*

d'une part

ET :

La Fédération des services C.F.D.T. Branches des Professions Judiciaires,
représentée par *A. JEROME*

La Fédération des Employés et Cadres C.G.T.-F.O (F.E.C.-F.O.),
représentée par *Mathias BOUTON*

La Fédération Nationale C.G.T. des Sociétés d'Études et de Conseil et de Prévention
représentée par

Le Syndicat National du Personnel d'Encadrement et Assimilés, des Avocats
salariés, des Cabinets d'Avocats, autres professions du droit et activités
connexes (S.P.A.A.C.-C.F.E.-C.G.C.),
représenté par : *G. Lajoussolle - D. Andrieux*

Le Syndicat National des Employés et Cadres des Professions Judiciaires et Juridiques
C.F.T.C. (S.N.E.C.P.J.-C.F.T.C.) représenté par *V. ZENNY*

d'autre part

Article 1 : Augmentation des Minima Conventionnels

Les signataires du présent avenant décident, à compter du 1^{er} janvier 2011, une augmentation des salaires minima comme suit :

Niveau	Coef.	Salaires minima au 01/01/2011	Valeurs du point
4	207	1 393	6.73
	215	1 433	6.67
	225	1 465	6.52
	240	1 503	6.26
3	240	1 503	6.26
	250	1 565	6.26
	265	1 659	6.26
	270	1 689	6.26
	285	1 784	6.26
	300	1 878	6.26
	350	2 191	6.26
2	385	2 409	6.26
	410	2 566	6.26
	450	2 824	6.27
	480	3 004	6.26
1	510	3 193	6.26
	560	3 506	6.26

Il est rappelé que treize mensualités doivent être payées en application de l'article 12 modifié par l'avenant 46 de la Convention Collective.

Article 2 :

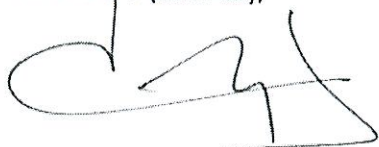
Les partenaires sociaux s'engagent à se revoir fin juin début juillet 2011, afin de prendre en compte l'évolution du contexte économique.

Fait à PARIS,
Le 22 octobre 2010

Avenant n°99 du 22 octobre 2010

The image shows several handwritten signatures and initials in black ink. There are approximately 10-12 distinct marks, some appearing to be full names or initials, others as stylized signatures. The signatures are scattered across the lower right portion of the page, overlapping the text of Article 2 and the date. Some initials are clearly legible, such as 'MS', 'AB', and 'LSV'.

CONFEDERATION NATIONALE DES
AVOCATS (C.N.A.E.),



CHAMBRE NATIONALE DES AVOCATS
D'AFFAIRES (C.N.A.D.A.),



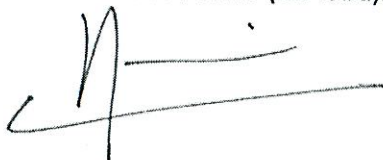
FEDERATION NATIONALE DES UNIONS
DES JEUNES AVOCATS (F.N.U.J.A.),



SYNDICAT DES AVOCATS DE France
(S.A.F.E.),

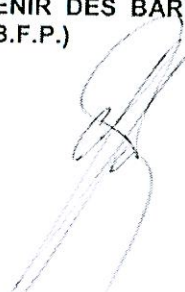


UNION PROFESSIONNELLE DES
SOCIETES D'AVOCATS (U.P.S.A.),



SYNDICAT DES EMPLOYEURS DES
AVOCATS CONSEIL D'ENTREPRISE
(S.E.A.C.E.)

AVENIR DES BARREAUX DE FRANCE
(A.B.F.P.)



FEDERATION CFDT PROFESSIONS
JUDICIAIRES

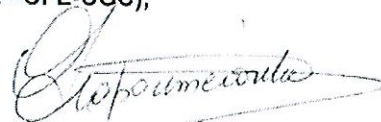


FEDERATION DES EMPLOYES ET CADRES
(F.E.C. - F.O.)

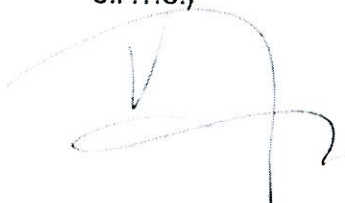


FEDERATION NATIONALE CGT DES
SOCIETES D'ETUDE ET DE CONSEIL ET DE
PREVENTION, (C.G.T.)

SYNDICAT NATIONAL DU PERSONNEL
D'ENCADREMENT ET ASSIMILES, DES
AVOCATS SALARIES, DES CABINETS
D'AVOCATS, AUTRES PROFESSIONS DU
DROIT ET ACTIVITES CONNEXES
(S.P.A.A.C. - CFE-CGC),



SYNDICAT NATIONAL DES EMPLOYES ET
CADRES DES PROFESSIONS JUDICIAIRES
ET JURIDIQUES CFTC (S.N.E.C.P.J.J.-
C.F.T.C.)



05 NOV. 2010

C.F.D.T.

Fédération Service-Branche des
Professions Judiciaires C.F.D.T.

14 rue Scandicci
93508 PANTIN CEDEX

Paris, le 04 NOV. 2010

Lettre recommandée avec A.R.

Objet : Convention Nationale du Travail du 29 février 1979 réglant les rapports entre les Avocats
et leur personnel.

Messieurs,

Conformément aux dispositions légales, nous vous notifions par la présente l'accord
relatif à l'avenant 99 du 22 octobre 2010 relatifs aux minima dont vous trouverez ci-
joint copie.

Nous vous prions de recevoir, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Le Président,



tél. : 01 53 26 99 90
fax : 01 53 26 99 67

commerceservices@cfecgc.fr
www.fnecs-cfecgc.org

9, rue de Rocroy
75010 Paris